

Georges B. KAVADIAS
39, Bd du Lycée
VANVES (Seine)

Né le 2 Février 1919 - Korinthe - GRECE.

Licencié en Droit (Université d'Athènes).

Diplomé :

- 1/ de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne)
(VI Section - Sociologie)
- 2/ de l'Institut d'Etudes du Développement économique et Social.-
(Université de Paris)
- 3/ du Centre de Formation aux Recherches Ethnologiques.-
(Institut d'Ethnologie - Université de Paris).

- Thèses de Doctorat d'Etat-ès-Lettres (Sociologie), prêtes à être soutenues.
- Avocat au barreau d'Athènes.
- Professeur adj. de Sociologie du développement au Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes - Institut de Montpellier.-

Principales Publications :

1. L'Etude de la Circulation des hommes et des biens comme méthode d'enquête en Sociologie - Athènes 1958.-
2. La Science du "Social" - Athènes 1961.-
3. L'Urbanisation en Grèce. Rapport pour l'Unesco - 1959
4. Fragments d'une Sociologie du Développement rural des Pays Méditerranéens. (Cours - Aix-en-Provence - 1963).

Sous presse : T h è s e s :

1. Pasteurs-Nomades Méditerranéens en déclin : Les Saracatsans de Grèce.
2. Structures rurales à l'épreuve du développement : Les Karagounidès de Grèce.

CENTRE AFRICAIN
DES SCIENCES HUMAINES APPLIQUEES

C
a
s
h
a

GEORGES.B. KAVADIAS

FRAGMENTS
D'UNE SOCIOLOGIE
DU DEVELOPPEMENT RURAL
DES PAYS MEDITERRANEENS

APERCU SUR LES OBSTACLES
SOCIO - CULTURELS
AU DEVELOPPEMENT

CENTRE AFRICA IN
DES SCIENCES HUMAINES APPLIQUEES

- Avertissement

- Avant-Propos de l'auteur

- INTRODUCTION G E O R G E S B. K A V A D I A S

A - LA SPECIFICITE DU SOCIAL

B - LES ELEMENTS DE LA REALITE SOCIALE : SCHEMA

F R A G M E N T S D ' U N E S O C I O L O G I E

- I - LA S O C I O L O G I E D U D E V E L O P P E M E N T R U R A L

A - D E S P A Y S M E D I T E R R A N E E N S

1 - Facteurs géographiques et écologiques

2 - Facteurs relevant de l'organisation sociale

a) Les coopératives

APERCU SUR LES OBSTACLES SOCIO-CULTURELS

3 - Facteurs relevant de la culture traditionnelle
AU DEVELOPPEMENT

a) Le droit

b) Le morale

c) La connaissance

d) Religion et magie

B - QUELQUES PRELIMINAIRES DE SOCIOLOGIE SOCIALE
ACCOMPAGNANT LE DEVELOPPEMENT

Résumé du cours donné à la Première Promotion du
Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
- Institut de Montpellier -

AIX-EN-PROVENCE

JUIN 1963

S O M M A I R E

	Pages
- Avertissement	
- Avant-Propos de l'auteur	
- <u>INTRODUCTION - APERCU SUR LA REALITE SOCIALE = RAPPEL DE QUELQUES NOTIONS FONDAMENTALES</u>	I
A - LA SPECIFICITE DU SOCIAL	3
B - LES ELEMENTS DE LA REALITE SOCIALE : SCHEMA	5
C - LES NOTIONS DE "TOTALITE" et de "STRUCTURE"	7
- I - <u>LA SOCIETE DEVANT LE DEVELOPPEMENT</u>	9
A - LES FREINS SOCIAUX AU DEVELOPPEMENT	10
1 - <u>Facteurs démographiques et écologiques</u>	10
2 - <u>Facteurs relevant de l'organisation socio-économique</u>	11
a) Les coopératives	14
b) L'administration publique	14
3 - <u>Facteurs ayant trait à la culture traditionnelle</u>	17
a) Le droit	17
b) Le morale	18
c) La connaissance	19
d) Religion et magie	22
B - QUELQUES PHENOMENES DE PATHOLOGIE SOCIALE ACCOMPAGNANT LE DEVELOPPEMENT	24
- II - <u>QUELQUES SUGGESTIONS POUR UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX</u>	27
- <u>BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE</u>	33

A V E R T I S S E M E N T

En publiant le résumé du cours que le Professeur G.B. KAVADIAS a donné aux stagiaires - ingénieurs agronomes du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes de Montpellier, le C.A.S.H.A. pense répondre à deux objectifs.

En premier lieu, il nous a semblé qu'il était fort utile de mettre à la disposition d'un plus large public un instrument de réflexion sociologique sur le développement des sociétés rurales méditerranéennes. Ecrit dans une langue claire par un spécialiste averti à l'intention de praticiens, volontairement concis et dépourvu de tout "jargon" professionnel, ce document doit pouvoir faciliter l'indispensable dialogue entre sociologues d'une part et administrateurs, planificateurs, techniciens... de l'autre. De cette collaboration dépend en grande partie croyons-nous, le développement harmonieux.

Mais l'intérêt de ce texte dépasse le plan de la vulgarisation de qualité. Par-delà la simplicité apparente de sa forme didactique, le texte de Georges KAVADIAS exprime une pensée nourrie d'expérience et rompue aux disciplines scientifiques de l'Homme. Ethnologue et sociologue, l'auteur a longuement étudié sur le terrain les populations rurales de sa Grèce natale. Représentant de son pays auprès d'instances internationales, le chercheur n'ignore pas les problèmes de tout genre qu'implique le développement économique et social. C'est ce qui donne aux réflexions de G. KAVADIAS leur poids et ses propos doivent permettre d'amorcer des recherches et des actions solidement fondées.

Aussi attendons-nous une suite prochaine à ces "fragments d'une sociologie du développement des pays méditerranéens" en remerciant M. G.B. KAVADIAS d'avoir accepté de les laisser publier.

R. DESCLOITRES
Président du C.A.S.H.A.

A V A N T - P R O P O S

Chargés d'un enseignement portant sur les facteurs sociaux du développement rural, et à l'intention des stagiaires - ingénieurs agronomes du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (Institut de Montpellier), nous avons cru bon de mettre à leur disposition ce résumé des matières que nous avons développées devant eux pendant le mois de Mars 1963.

Le but principal de ce cours est de sensibiliser les agronomes, futurs responsables du développement rural de leurs pays respectifs, aux problèmes relevant des réactions du facteur humain devant la modernisation des campagnes, et à la nécessité, aussi bien économique qu'humanitaire, de résoudre ces problèmes en fonction de l'apport et des méthodes des sciences humaines, et parmi elles de la sociologie du développement. Nous n'avons jamais cherché à transformer les agronomes en sociologues, mais à les familiariser à l'idée que le recours aux sciences sociales s'avère indispensable pour que leur effort soit fructueux.

Aussi l'analyse rigoureuse a-t-elle été partiellement sacrifiée à un encyclopédisme fragmentaire, scientifiquement déplorable mais pédagogiquement nécessaire, compte tenu du peu de temps mis à notre disposition pour cet enseignement et de la formation antérieure très technique de nos stagiaires. Ce sont leurs réactions devant ce cours qui nous ont conduit à l'adoption de cette formule.

Pour combler cette lacune nous avons cru bon de compléter cet aide-mémoire par une bibliographie indicative à l'intention de ceux, parmi les stagiaires, qui voudraient commencer à approfondir les problèmes traités.

Que le Centre Africain des Sciences Humaines Appliquées, d'Aix-en-Provence, qui a bien voulu reproduire ce texte, trouve ici l'expression de notre entière reconnaissance.

Georges B. KAVADIAS

INTRODUCTION

Nous emprunterons à P. Albo (1) la définition de cette notion.

L'homme économique :

- 1 - agit exclusivement par intérêt personnel,
- 2 - APERÇU SUR LA REALITE
- 3 - est universel (pas de particularités régionales, toujours parfaitement identiques),
- 4 - vit dans le monde, ne se souvient ni ne prévoit,
- 5 - est parfaitement isolé et libre.

En réalité, l'homme économique n'est qu'un idéal. En effet, à côté des mobiles égoïstes, l'homme connaît des mobiles altruistes (Wagner). Beaucoup d'actions économiques ne sont ni logiques, ni adaptées à leur but (V. Pareto et

RAPPEL DE QUELQUES NOTIONS

FONDAMENTALES

En fait, les expériences de Lindahl, de Van Duijn et de Lindahl ont montré que la hiérarchisation des besoins se fait d'après un jeu combinatoire et le sociologue A. Kroeber a montré également que la hiérarchisation des besoins se fait d'après des critères sociaux.

L'explication, donc, de la vie économique par la pure rationalité et l'intérêt personnel est fautive. Elle doit être remplacée par une explication fondée sur l'ensemble des sciences humaines. Car l'homme est une réalité "totale" et non pas une abstraction.

Ainsi, dans la vie économique, on retrouve le déterminisme social. D'où la nécessité d'une analyse sociologique de la vie économique.

(1) P. Albo : *Psychologie économique*, in *Bulletin de Psychologie*, XVI, 1910, 1911, 1912.

G.H. Bougeat : *Cours d'économie pure*, Paris, Rivière, 1908, pp 5 à 17.

La pensée socio-économique des deux derniers siècles a été animée par la notion d' "homo economicus".

Nous emprunterons à P. Albou (I) la critique de cette notion.

L'homo economicus :

- 1 - agit exclusivement par intérêt personnel,
- 2 - n'obéit qu'à la raison,
- 3 - est universel (pas de particularités régionales, toujours parfaitement informé)
- 4 - vit dans le moment présent : ne se souvient ni ne prévoit,
- 5 - est parfaitement isolé et libre.

En réalité, l'homo economicus n'est qu'un mythe. En effet, à côté des mobiles égoïstes, l'homme connaît des mobiles altruistes (Wagner). Beaucoup d'actions économiques ne sont ni logiques, ni adaptées à leur but (W. Pareto et S. Freud). Par ailleurs le sujet économique a une histoire, il fait des expériences, il est tourné vers l'avenir, il élabore des plans (Lindhal). Enfin Von Neumann et Morgenstern ont montré que le comportement de l'entrepreneur s'apparente à un jeu combinatoire et le sociologue M. Halbwachs a montré également que la hiérarchisation des besoins se fait d'après des critères sociaux.

L'explication, donc, de la vie économique par la pure rationalité et l'intérêt personnel est fausse. Elle doit être remplacée par une explication émanant de l'ensemble des sciences humaines. Car l'homme est une réalité "totale" et non pas une abstraction.

Ainsi, dans la vie économique, on retrouve le déterminisme social. D'où la nécessité d'une analyse sociologique de la vie économique.

(I) P. Albou : Psychologie économique, in Bulletin de Psychologie, XVI, Octobre 1962, évoquant

G.H. Bousquet : Cours d'Economie pure, Paris, Rivière, Sec.I, pp 6 à 17.

Le développement économique, partie de la vie économique en général, est, lui aussi, soumis au déterminisme social qui se manifeste sur le plan des réactions sociales devant le développement (favorables ou défavorables).

Nous étudierons :

- les freins sociaux au développement rural,
- le coût humain du développement,

pour comprendre :

- la nécessité de l'élaboration d'un plan stratégique en faveur d'un développement rapide et facile, avant d'appliquer nos plans d'expansion économique,
(Maniement du facteur humain en vue du développement)

pour éviter :

- les phénomènes pathologiques sociaux qui accompagnent le développement rapide.

Car il ne suffit pas d'enrichir l'homme.
Il faut encore le rendre heureux.

A - LA SPECIFICITE DU SOCIAL

L'homme "isolé" n'existe pas. Il est toujours lié à sa société. Mais un simple agrégat d'individus n'est pas une société. Entre les membres d'une société, il y a un lien profond, qui les différencie d'une simple collection d'hommes juxtaposés dans l'espace et dans le temps ou classés dans une même catégorie d'après un signe extérieur (promeneurs marchant sur le même trottoir).

Pour qu'un groupement social se forme il faut que, dans les consciences de ses membres, des attitudes, des valeurs, des idées, des idéaux...etc, communs existent. Le lien social créateur d'un groupement n'est, au fond, qu'une communication, une participation dans des oeuvres communes et dans des "vécus" communs qui s'expriment dans des attitudes, des idées, des volitions, une esthétique communes. Le lien social n'est pas un lien matériel, mais une réalité intelligible pleine de signification.

Nous pouvons définir ce lien social par le terme de "conscience collective".

La conscience collective (I) n'est pas un être hypostasié, anthropomorphiquement conçu, mais le champs où les consciences individuelles des membres du groupe se rencontrent. La conscience individuelle est ouverte vers le monde extérieur, naturel ou humain, vers lequel elle rayonne, pourrait-on dire. Les consciences des hommes, mises en relations réciproques, rayonnent l'une vers l'autre et elles communiquent. C'est cette communication, cette rencontre dynamique des consciences individuelles, qui crée la conscience collective.

(I) - D'après les analyses du Professeur G. Gurvitch : Le problème de la conscience collective chez Durkheim, in "La vocation actuelle de la sociologie" Ière ed. Paris, PUF, 1950.

Cette dernière, à cause du dynamisme des consciences individuelles, est différente des consciences individuelles qui se trouvent à la base de sa formation. Mais elle se manifeste à partir des consciences individuelles et elle s'exprime dans des oeuvres communes. S'il n'y avait pas la communication des consciences et la création de la conscience collective, les oeuvres communes ne se créeraient jamais.

Là où existe une conscience collective, il y a un groupe. C'est le groupe qui est la raison de la création d'une conscience collective, et c'est la conscience collective qui est la raison de la création d'un groupe.

L'homme se trouve toujours impliqué dans des groupes divers. Sa conscience subit donc, par participation, l'influence de ces groupes, et par conséquent son comportement est déterminé par leur influence. Cela n'exclue pas la liberté humaine, comme le montrent les innovations, les inventions, les créations. Mais on ne peut pas nier l'influence du groupe sur l'homme.

C'est la raison pour laquelle l'homme, invité à réaliser le développement socio-économique, se trouve exposé à l'influence de sa société, dont les réactions débordent largement ses intentions. Sa bonne volonté s'avère alors insuffisante : pour que cette dernière soit efficiente il faut que la conscience collective à laquelle il participe soit, elle aussi, favorable au développement.

En d'autres termes, s'il y a une réalité spécifique que nous appelons le "social", celle-ci, devant son existence à la conscience collective, est différente de l'"individuel" et ne peut pas être réduite à lui. Si nous voulons donc créer un climat social quelconque, nous devons intervenir dans la conscience collective à laquelle nous nous intéressons, en passant par ses oeuvres et les éléments de la réalité sociale correspondante.

DE MEME, POUR CREER UN CLIMAT FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT, NOUS DEVONS NOUS ADRESSER A LA CONSCIENCE COLLECTIVE DE LA SOCIETE DANS LAQUELLE NOUS AGISSONS ET, DANS LE CONCRET, A SES REACTIONS DEVANT LE DEVELOPPEMENT QUE NOUS DEVONS ESSAYER DE COMPRENDRE D'ABORD, POUR SAISIR ENSUITE LES MECANISMES INTERIEURS QUI LES DETERMINENT, ET PRENDRE ENFIN LES MESURES NECESSAIRES.

B - LES ELEMENTS DE LA REALITE SOCIALE : SCHEMA

La réalité sociale se compose des différents éléments qui, en se combinant, donnent naissance aux multiples aspects de la vie sociale, dont voici une énumération :

1 - L'aspect démographique, qui comporte les phénomènes suivants :

- Nombre de la population.
- Densité de population par Km².
- Composition de la population par sexes et âges.
- Population sédentaire ou nomade, semi-nomade, transhumante.
- Population urbaine, semi-urbaine, rurale (Plaine, montagne, mer...)
- Population ethniquement homogène ou hétérogène.
- Taux de mortalité, de natalité, de nuptialité.
- Mouvements migratoires.

2 - L'aspect écologique : il a trait aux relations entre l'homme et l'espace que ce dernier occupe. Les phénomènes correspondants sont :

- Répartition de la population sur le sol occupé par chaque société.
- Influence du milieu géographique sur l'homme et sur la vie sociale.
- Influence de l'homme sur le milieu géographique, donc :
- Organisation de l'habitat. Habitats urbains et habitats ruraux, leur organisation.
- Organisation du milieu naturel par l'exploitation économique.
- L'habitation.
- Problèmes de nutrition et de santé.

3 - Les techniques : Les techniques d'acquisition, telles que cueillette, culture, élevage, artisanat et industrie, extraction, construction, et les techniques de consommation ou d'utilisation.

- 4 - L'organisation socio-économique : Régime de propriété - Formes, cadres et systèmes d'exploitation économique - Organisation sociale - Régime politique - Organisation administrative - Etat.
- 5 - Le droit et la morale : Droit officiel - Droit coutumier - Droit spontané - L'univers de la vie morale.
- 6 - Les connaissances : Systèmes des genres et des formes de de la connaissance - Leur hiérarchisation - L'éducation.
- 7 - La magie et la religion.
- 8 - L'art.

Cependant, tous ces éléments ne représentent qu'une partie de la réalité sociale. L'autre partie concerne l'aspect groupal de la vie sociale, chaque société comportant un nombre considérable de groupements ou de sous-groupements dans lesquels les éléments énumérés naissent et se développent. Ainsi, on peut distinguer des groupements, organisés ou non-organisés, des groupes de groupements qui peuvent former des strates ou des classes sociales, des sociétés entières ou globales qui constituent, selon l'expression de G.Gurvitch, des "macrocosmes de microcosmes". Dans chacune de ces unités collectives nous pouvons retrouver tous les éléments énumérés, étant donné que chacune d'elles dispose d'une conscience collective, donc d'oeuvres collectives.

En définitive, la société est une réalité composite et très complexe, dont la cohésion est assurée grâce aux liaisons dialectiques réunissant ses éléments unidimensionnels entre eux, ces mêmes éléments avec les unités groupales qui leur servent de cadres, les unités groupales entre elles et ensuite avec la société globale ; la société globale avec tout élément subalterne par rapport à elle. D'innombrables dynamismes se réent ainsi entre ces différents éléments, chaque société devient ainsi le théâtre d'antagonismes, de tensions et de conflits sociaux de tous genres.

C - LES NOTIONS DE "TOTALITE" ET DE "STRUCTURE".

L'examen approfondi de tout élément de la réalité sociale montre que chacun d'eux reflète tous les autres.
Derrière chaque élément, on peut retrouver la totalité de la société dans laquelle il a pris naissance.

Or, chaque phénomène social ne doit pas être considéré comme isolé, mais en tant que "phénomène social total", c'est à dire en connection avec tous les autres.

CETTE CONSTATATION A UNE SIGNIFICATION FONDAMENTALE
SURTOUT POUR L'ACTION.

On en tirera les conséquences en temps utile.

D'un autre côté, la réalité historique prouve que, malgré les antagonismes, les tensions et les conflits sociaux internes, les sociétés n'éclatent pas mais subsistent. C'est parce que chaque société trouve une formule lui permettant d'équilibrer les forces centrifuges qui la menacent et, en hiérarchisant ses éléments, de se structurer elle-même. La voie vers la structuration sociale passe surtout par les oeuvres culturelles qui lui sont propres (Droit, morale, connaissance, religion, magie, art...) et qui lui permettent d'exercer sur elle-même un "contrôle social".

Ce tour d'horizon, très succinct d'ailleurs, terminé, nous allons voir, dans le concret, les obstacles que chacun des éléments énumérés de la réalité sociale oppose au développement
Notre analyse portera sur des problèmes propres aux milieux sociaux ruraux, et communs aux pays méditerranéens.

Il y a lieu de distinguer entre le développement spontané de toute société - (qui implique ses progrès : technique, scientifique, etc...) accompagné des changements sociaux structurels ou autres, se réalisant progressivement à travers les âges, - et le développement précipité, imposé par les circonstances historiques ou politiques actuelles, et concernant de vastes régions du globe appelées communément "régions sous-développées".

I

Les pays sous-développés comportent des régions ou des zones rep... LA SOCIÉTÉ
des zones rep... du développement, des provinces arides de l'Afrique du Nord ou du Proche Orient jusqu'aux centres de l'Italie du Nord ou de la France.

DEVANT

LE DEVELOPPEMENT

Les pays sous-développés comportent des régions ou des zones rep... qui sont les zones sous-développées, et sur lesquelles s'exerce actuellement l'effort des gouvernements et des Organismes Internationaux spécialisés, en faveur de leur modernisation.

Néanmoins les structures sociales rurales constituent des organismes vivants, qui réagissent de façon diverse devant l'intervention gouvernementale.

Leurs réactions, spontanées et révélatrices de leurs particularités structurelles, revêtent deux formes :

A - Opposition de freins sociaux au développement,

B - Apparition de quelques phénomènes de pathologie sociale, accompagnant d'habitude le développement précipité.

Nous allons les examiner successivement.

Il y a lieu de distinguer entre le développement spontané de toute Société - fait qui implique ses progrès : technique, scientifique, etc... accompagnés des changements sociaux structurels ou autres, se réalisant progressivement à travers les âges, - et le développement précipité, imposé par les circonstances historiques ou politiques actuelles, et concernant de vastes régions du globe appelées communément "régions sous-développées".

Les pays méditerranéens comportent des régions ou des zones représentant toute la gamme du développement, des provinces arides de l'Afrique du Nord ou du proche Orient jusqu'aux centres industriels de l'Italie du Nord ou de la France.

Ce sont surtout les zones rurales des pays méditerranéens qui sont les moins développées, et sur lesquelles s'exerce actuellement l'effort des gouvernements et des Organismes Internationaux spécialisés, en faveur de leur modernisation.

Néanmoins les structures sociales rurales constituent des organismes vivants, qui réagissent de façon diverse devant l'intervention gouvernementale.

Leurs réactions, spontanées et révélatrices de leurs particularités structurelles, revêtent deux formes :

- A - Opposition de freins sociaux au développement,
- B - Apparition de quelques phénomènes de pathologie sociale, accompagnant d'habitude le développement précipité.

Nous allons les examiner successivement.

A - LES FREINS SOCIAUX AU DEVELOPPEMENT

I - FACTEURS DEMOGRAPHIQUES ET ECOLOGIQUES.

Les régions rurales de la Méditerranée souffrent de surpopulation. L'examen des taux de natalité pourrait laisser penser le contraire lorsqu'on les consulte au niveau des nations. Certaines nations méditerranéennes sembleraient alors moins fécondes que bien des pays du Tiers Monde. Cependant, dans de nombreux cas de régions rurales méditerranéennes, il y a compensation - quant à l'équilibre national - avec la faible natalité des populations urbaines. Une fois le nombre de ruraux rapporté à la surface de la terre disponible, la surpopulation devient évidente. L'agriculteur est hanté par l'idée que son effort n'arrivera jamais à nourrir sa famille nombreuse.

Cette situation s'aggrave avec les progrès médicaux qui ont limité la forte mortalité, surtout infantile. La forte natalité dans les campagnes est déterminée par un certain nombre de valeurs sociales, d'après lesquelles une famille nombreuse constitue "la vraie fortune de l'homme" ou contribue à son prestige social.

La surpopulation des campagnes crée des mouvements migratoires vers les villes ou vers l'étranger. Ainsi la pyramide des âges devient anormale, en ce sens que la population rurale est une population vieille. Ce sont les jeunes qui s'en vont, et parmi eux les plus dynamiques et les plus doués. Les campagnes se privent d'éléments qui normalement se chargeraient des tâches de la modernisation.

Le climat exerce son influence sur le caractère et la productivité des hommes (application - temps consacré au travail etc...). Cet obstacle, d'ordre physiologique, n'est pas insurmontable. Une organisation rationnelle des conditions du travail, et le remplacement de la nonchalance par la croyance en un idéal, neutraliseraient cet obstacle.

Un mauvais état de santé, dû aux mauvaises conditions hygiéniques, empêche le travail constructif. L'insalubrité, les mauvaises conditions d'habitation, les habitudes vestimentaires et alimentaires, le recours aux guérisseurs, aux magiciens et aux charlatans en cas de maladie, etc... ont des répercussions désastreuses sur l'état physiologique et psychologique des paysans. Parmi ces facteurs, le plus

important s'avère celui de la malnutrition, la faim spécifique, la carence en protéines animales, due très souvent à un régime déséquilibré déterminé par les croyances et les restrictions d'ordre religieux, magique ou présumées hygiéniques. D'après A. Sarraut, dans trop de pays, "l'homme est sous-alimenté parce qu'il ne travaille pas, et il ne travaille pas parce qu'il est sous-alimenté". Et il convient de rappeler l'exemple des ouvriers travaillant à Costa-Rica sur la construction de la route Panaméricaine N°I, et dont le rendement a crû six fois, lorsqu'on eut remplacé le sucre roux, base de leur alimentation habituelle, par des rations suffisantes.

2 - FACTEURS RELEVANT DE L'ORGANISATION SOCIO-ECONOMIQUE

Le développement rural exige d'une façon générale :

- . L'existence chez les paysans d'un esprit d'initiative et de création.
- . Une volonté de modernisation.
- . Le remplacement de l'économie de subsistance par une économie d'échange.
- . Le remplacement de la production vivrière par une production commercialisable.
- . La prévision économique en vue du profit.
- . Des échanges avec des personnes non déterminées d'avance.
- . La connaissance du mécanisme du marché.
- . L'abolition de la thésaurisation en faveur de l'investissement.
- . La connaissance des procédures du financement par l'intermédiaire des organes de crédit agricole.
- . L'exercice des activités productrices individuelles.
- . La coopération économique dans le cadre des coopératives modernes.
- . La coopération avec les services d'Etat.
- . L'adoption des techniques nouvelles.
- . Une nouvelle échelle des valeurs et des idéaux.

Ce tableau, non exhaustif, est néanmoins suffisant pour conduire notre analyse.

Or, la vie sociale dans les campagnes des pays méditerranéens, tournée vers le passé et la tradition ne favorise pas la réalisation de ces exigences.

Le premier problème qui se présente est celui de la propriété foncière. Dans de nombreux cas, on est en présence d'un régime de propriété latifundiaire ou tribale, fait qui n'encourage guère les liens psychologiques nécessaires de l'homme avec son travail, et l'apparition d'un esprit d'entreprise chez les exploitants. Ainsi les réformes agraires s'avèrent nécessaires. Seulement, avant toute attribution des terres aux paysans, il faut que ces derniers soient intellectuellement préparés. Très souvent les anciens métayers, incapables d'exploiter eux-mêmes leur terre, vendent leurs propriétés aux anciens latifundiaires, ou bien exercent une exploitation destructrice du sol. Dans d'autres régions, le morcellement de la propriété ne permet pas une exploitation intensive. D'où la nécessité d'un remenbrement ou d'une exploitation dans le cadre d'une coopérative.

Mais l'obstacle le plus considérable à la modernisation, c'est la structure sociale traditionnelle des campagnes, et les rapports et valeurs sociales relevant de cette structure.

En effet, la cellule primordiale, le pivot de toute vie sociale dans ces régions, c'est la grande famille, patriarcale ou paternaliste. Il s'agit d'une famille qui se forme par le départ des filles au moment de leur mariage, et la vie en commun des fils avec leurs familles personnelles sous l'autorité du père ou de l'ancêtre commun. Ce dernier est à la fois le chef et le gérant des biens familiaux, la propriété restant indivise et exploitée en commun. Sa volonté fait la loi pour tous. Lorsqu'il meurt, c'est un de ses fils ou de ses frères qui lui succède, avec les mêmes attributions et les mêmes fonctions que lui. Le grand souci du chef est de subvenir aux besoins de tous. Quand il y a des excédents monétaires on thésaurise et on achète des terres. L'exploitation est extensive et elle vise à la subsistance et l'autarcie. Les échanges et les rapports économiques sont déterminés par les rapports sociaux, voire par les liens de parenté. C'est entre parents seulement que l'on collabore, et c'est seulement avec des parents qu'il faut entretenir des relations économiques. Tout ce qui est extérieur à la famille, ses parents, ses alliés, est suspect et dangereux, sinon hostile.

L' INCOMPATIBILITE DE CE CADRE ET DU GENRE DE VIE QU' IL DETERMINE AVEC LES CONDITIONS EXIGEEES PAR LE DEVELOPPEMENT EST FRAPPANTE.

Les membres de cette famille sont habitués à vivre toujours de manière dépendante. Ils sont donc incapables de prendre n'importe quelle initiative. Tout changement contraire à tout ce que la tradition a strictement réglementé une fois pour toutes est proscrit. Le chef-gérant doit conserver le

patrimoine sans s'exposer aux risques que toute entreprise comporte. Aucune commercialisation des produits, aucun déploiement d'échanges avec le marché extérieur, aucun investissement productif ou prévision économiques ne sont possibles. L'idée de collaborer avec des gens autres que les parents et dans un cadre autre que la famille ou la parenté, donc dans des coopératives, est une idée étrangère à tous. Il en est de même avec l'idée de collaborer au niveau de la communauté, du canton, du département ou de l'Etat. Et pour tout le monde la valeur "Prestige social", l'estime que la société montre pour chacun est fondée sur le modèle du "bon chef de famille" prudent et conservateur, et non pas sur ses qualités d'exploitant-entrepreneur risquant ses biens dans les affaires. Par ailleurs, dans ce cadre social les femmes n'occupent qu'une place bien inférieure et elles ne sont là que pour obéir, travailler et enfanter. Il est donc, dans bien des cas, impensable de leur confier une partie de l'économie domestique (petit artisanat, petit élevage, etc....) permettant des revenus d'appoint.

Il est certain que ce type d'organisation socio-économique fondée sur la grande famille n'existe plus dans certaines campagnes méditerranéennes. Mais il est également certain que les habitudes, les idées et les valeurs qu'il a inculquées aux hommes se font encore fortement sentir de nos jours chez les paysans. Par contre, il y a des régions où la situation décrite existe sous une forme encore plus grave. Car la grande famille est insérée dans des lignages et des tribus. Les liens de dépendance et leurs conséquences psychosociales sont donc là beaucoup plus importants (Afrique du Nord).

Or, il est évident que pour créer les conditions nécessaires au développement des milieux ruraux il faut tenir compte de la structure sociale existante sur place.

Cependant, cette dernière, plus large que la famille soulève d'autres problèmes encore, différents des problèmes familiaux.

Il y a d'abord les cadres organisés de la vie villageoise qui, tout en faisant partie de la structure sociale, exercent leur dynamisme sur elle et surtout sur l'effort pour le développement.

Ces cadres comportent :

a) - Les Coopératives

DANS LA PLUPART DES CAS, LES COOPERATIVES MISES EN PLACE NE FAVORISENT NI LA COOPERATION DES PAYSANS ENTRE EUX, NI LE DEVELOPPEMENT.

L'expérience a montré que, dans certains pays, on a introduit brutalement des modèles de coopératives copiés sur ceux des pays très développés. Les paysans, habitués à collaborer d'après des formes créées par eux-mêmes spontanément et à travers les siècles, n'ont pu assimiler les nouvelles formes et n'ont pas voulu s'y intégrer organiquement. Ils se contentent de les considérer comme une organisation dont on peut tirer un profit quelconque, mais non pas comme une organisation qui leur appartient. Si, au moment de la création des coopératives, on adoptait des formes proches de celles qui sont connues des paysans, les résultats seraient meilleurs.

Mais, ce n'est pas tout. Le fléau le plus grand qui sévisse dans les coopératives, seul organe de syndicalisme agricole dans plusieurs pays, est leur politisation. Dans ces pays, la paysannerie n'ayant pas encore acquis de conscience de classe, est incapable de distinguer entre l'action protectrice de ses intérêts professionnels et l'action politique des différents partis. Les partis, de leur côté, ont tout intérêt à mettre leurs partisans à la tête des coopératives. Ainsi, les élections au conseil d'administration des coopératives se font d'après des slogans politiques. Si les dirigeants d'une coopérative appartiennent au parti de l'opposition, la coopérative est boycottée par le parti au pouvoir. S'ils appartiennent à ce dernier, toute action revendicative s'avère impossible. De plus, les membres de la coopérative qui n'appartiennent pas au même parti que les dirigeants sont considérés par eux comme des parias. La politisation fait donc perdre tout son sens à l'idée de la coopération.

b) - L'administration publique :

Les municipalités sont, elles aussi, fortement politisées. Au lieu de jouer leur rôle de chevilles ouvrières de la collaboration et de l'intégration sociale au niveau du village, elles favorisent donc les tensions et les conflits.

D'un autre côté, municipalités et préfectures ne sont ni suffisamment décentralisées, ni convenablement organisées pour subvenir aux besoins locaux du développement. Les mesures à prendre doivent être décidées par l'administration centrale ; et il est rare que cette dernière puisse se former une idée exacte des problèmes spécifiques des provinces. D'habitude, elle travaille d'après des idées préconçues, très générales,

et dans la conviction que de simples mesures législatives juridiquement inattaquables peuvent se montrer efficaces. Dans la plupart des cas, les réactions du "facteur humain" n'entrent pas dans ses prévisions. Même s'il y a une forte décentralisation, la circonscription dans laquelle chacun de ses agents exerce sa compétence est tracée d'après des critères administratifs ou politiques et pas du tout d'après les véritables unités socio-économiques, formées sur place à travers le temps, et sans l'impulsion de la vie quotidienne et de la configuration du sol.

Un autre problème, très important, et relevant de la structure sociale, - non seulement de celle des villages, mais de la structure sociale globale - est celui qui a trait aux antagonismes sociaux, défavorables au développement.

Au niveau du village d'abord, on peut constater de fortes oppositions et des compétitions entre les notables et les non notables, entre les familles riches et les familles pauvres, entre les vieux et les jeunes, les groupements par sexes, etc... Tous ces groupements réagiront différemment devant la modernisation, selon leurs propres intérêts. Si, par exemple, les notables voient qu'ils perdront leur influence du fait que les non notables s'élèveront dans la hiérarchie sociale avec la modernisation, ils s'y opposeront. Il en est de même avec les vieillards, étant donné que la modernisation est une tâche pour les jeunes, dont le prestige augmentera de ce fait. Des phénomènes analogues surgiront avec tous les autres groupes. Mais nous en reparlerons à propos de la vie morale.

Au niveau des relations avec les régions urbaines et les villes, les antagonismes sont plus aigus. Le décalage de la condition socio-culturelle entre les villes et les campagnes est très grand. Celui du genre de leurs vies, également. D'habitude, les citadins méprisent les paysans et les considèrent comme inférieurs, rustres, non intelligents, sujets à exploiter, etc... Les paysans le leur rendent et se méfient des citadins, que l'on considère comme rusés, malhonnêtes, dépravés, mais très habiles. Les paysans les envient pour leur vie qu'ils imaginent facile, libre, pleine de plaisirs et de jouissances, et, de ce fait, ils se sentent frustrés. Ces attitudes sont, jusqu'à un certain point, fondées sur des phénomènes d' "out-group", chacune des deux parties méconnaissant l'autre et étant prête à lui attribuer tous les défauts possibles. Mais il est aussi vrai que l'on y retrouve les incidences des rapports économiques et politiques entre les villes et les campagnes qui tendent depuis toujours à servir les intérêts des citadins et jamais ceux des paysans.

Enfin, au niveau de la société globale, les agriculteurs, pas du tout ou faiblement syndiqués, ne représentent pas un groupe de pression capable d'influencer la politique gouvernementale en sa faveur. Il y a donc des cas où l'action d'autres groupes de pression (Syndicats ouvriers ou patronaux, chambres de commerce, syndicats de transporteurs, etc....) oblige les pouvoirs publics à prendre des mesures à leur profit, au détriment de celui des agriculteurs qui se sentent ainsi abandonnés et sans protection.

Cette vue schématique des antagonismes sociaux nous amène à considérer une autre genre d'antagonismes, relevant cette fois de la vie économique.

Dans certains pays méditerranéens, les exploitants agricoles sont à la merci ou bien des usuriers ou bien des intermédiaires, ou bien des deux à la fois. Ainsi, le financement de leurs entreprises ne peut se faire que dans des conditions absolument défavorables, le taux d'intérêt exigé par les usuriers dépassant de loin tout rendement possible de la terre. Et la commercialisation de leurs produits, très avantageuse pour l'activité parasitaire des intermédiaires, s'avère destructive pour eux. Parfois, les frais de la récolte sont supérieurs aux revenus de la vente des produits.

Pour y faire face, il faut une organisation de financement et de crédits ainsi qu'une organisation des marchés. Seulement, les paysans connaissent et comprennent mal le fonctionnement des banques agricoles et ils les envisagent ou bien avec méfiance ou bien en tant qu'organismes d'assistance publique qui ne sont là que pour accorder des dons. Ils ne conçoivent pas que les crédits accordés représentent de l'argent qui leur appartient et qu'il faut amortir pour le réintroduire de nouveau dans l'exploitation. Parfois, et à cause même de leur bas niveau de vie, ils se servent de crédits pour couvrir des besoins de consommation, ou les gaspillent dans des dépenses ostentatoires, sans les utiliser pour accroître la productivité de leur exploitation. Sur ces points, on retrouve des motivations nourries par des politiciens qui proclament que l'Etat doit faire des dons aux paysans ; et aussi de fausses impressions relevant de l'activité de l'assistance internationale, selon lesquelles cette dernière doit distribuer, avec les médicaments ou les vêtements, de l'argent aux populations sous-développées. En ce qui concerne l'organisation des marchés, celle-ci ne se réalisera jamais si on n'organise pas des coopératives efficaces et si on ne prend pas des mesures contre l'avidité des intermédiaires.

3 - FACTEURS AYANT TRAIT A LA CULTURE TRADITIONNELLE

La vie sociale dans les campagnes sous-développées méditerranéennes repose sur des cultures locales très diverses, même à l'intérieur de chaque pays, dont le trait commun réside dans leur caractère traditionnel. Evidemment, ces cultures s'opposent absolument aux idées que tout développement présuppose.

Ces cultures traditionnelles ont créé des cosmologies et des anthropologies qui n'ont rien à faire avec la science. Leur contenu émane des croyances et des convictions d'ordre magico-religieux, que nous devons explorer à fond si nous voulons reconstituer cet aspect, étant donné que ceux qui les pratiquent ne sont pas en mesure de les présenter sous une forme cohérente. Et leur signification est particulièrement importante, parce que c'est à partir de là que nous pouvons comprendre quelle est la mentalité et l'articulation de la pensée des membres des sociétés en voie de développement.

Cependant, à côté de ces éléments cachés dans l'ombre du mystérieux, du surnaturel et du mystique, les cultures en question en comportent d'autres, plus apparents et plus rationnels. Il s'agit de leur droit, de leur morale, de leurs connaissances, de leur art enfin.

Nous essaierons de donner quelques indications en commençant par :

a) - Le droit

La réglementation juridique des sociétés en question se fait à partir de quelques coutumes juridiques concernant la vie individuelle, familiale et sociale, aussi bien sur le plan moral que sur le plan économique. A côté de la coutume, on rencontre souvent, et en cas de différends, des prises de position "ad hoc" permettant la solution de ces derniers. Ces prises de position sont formulées d'après le bon sens ou une idée sur la justice, ou encore d'autres idées qui ne sont pas nécessairement juridiques. Le recours aux tribunaux est relativement rare, les gens préférant l'arbitrage des anciens, des notables, etc...

CE SYSTEME JURIDIQUE SE TROUVE GENERALEMENT EN OPPOSITION AVEC LE DROIT OFFICIEL, PRIVE OU PUBLIC, EN VIGUEUR. ET, DANS TOUS LES CAS, IL N'EST PAS EN MESURE DE REPONDRE AUX NOUVEAUX BESOINS AYANT TRAIT A LA MODERNISATION.

Or, la nouvelle réglementation juridique, introduite avec le développement, tout en s'opposant à la réglementation coutumière, exerce une influence destructrice sur les institutions traditionnelles en poussant vers la création d'une nouvelle organisation sociale. Les gens ne peuvent pas assimiler facilement et rapidement des principes qui leur restent étrangers. Parfois, ils les ignorent complètement malgré le fait que l'on exige d'eux de s'y conformer absolument. Les flottements, les malentendus, la méfiance, les déceptions, la non-adaptation, etc... sont alors inévitables. Puisque le droit s'appuie sur l'Etat, les hommes se voient emportés par un courant plus fort qu'eux-mêmes, et à l'égard duquel ils ne peuvent que se montrer hostiles.

Les conséquences de ce jeu sur l'effort pour la modernisation s'avèrent nettement défavorables. Pour que l'on arrive à agir de façon constructive,

...LES MESURES JURIDIQUES CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT DOIVENT SE FORMULER EN FONCTION DES COUTUMES JURIDIQUES EXISTANT SUR PLACE, MAIS EN LES REINTERPRETANT DE FACON QUE LEUR INTEGRATION DANS L'EDIFICE DU DROIT MODERNE SOIT POSSIBLE.

Il est nécessaire que les paysans puissent retrouver certaines de leurs idées dans le nouveau système juridique si l'on veut que ce dernier soit efficient et acceptable dans un temps relativement court. D'un autre côté, si on agit dans ce sens, les changements sociaux que l'introduction du nouveau droit entraînera seront moins brutaux, et la vie sociale évoluera avec moins d'anicroches.

Il n'est pas toujours possible d'agir avec tant de souplesse. Mais le planificateur doit calculer les chances et n'introduire des mesures radicales qu'en cas de nécessité absolue.

b) - La morale :

La vie morale de ces mêmes Sociétés comporte un certain nombre de valeurs qui doivent inspirer les comportements et qui servent de critères pour l'appréciation sociale de ces derniers (approbation ou désapprobation). Evidemment ces valeurs expriment les idées qui existent depuis longtemps dans ces milieux sociaux et non pas les idées correspondant aux milieux modernisés. Certains exemples ont été cités à propos de l'étude de l'organisation socio-économique. Des constatations du même genre peuvent être formulées à propos d'autres aspects de la vie sociale. Ainsi ce n'est plus la famille et son fonctionnement qui constitue la valeur suprême, ni le

contrôle social strict de la sexualité, ou le respect de la tradition qui occupent les étages supérieurs de la pyramide des valeurs, au moment où le changement social commence à se réaliser. Maintenant, c'est l'esprit de création et d'innovation qui domine, les femmes se libèrent, les jeunes doivent acquérir des connaissances modernes, les hommes doivent devenir de bons gérants de l'entreprise agricole, se montrer habiles à établir des relations multiples avec l'extérieur, et ainsi de suite Les anciens modèles moraux sont considérés comme surannés et les comportements axés sur eux ne sont plus appréciés. Il en résulte que le prestige social, qui jusqu'à ce moment là accompagnait les anciens, les notables, les chefs, etc... est dorénavant l'apanage des gens actifs, des bons exploitants, de ceux qui ont su s'adapter aux situations nouvelles. Ce changement est suivi d'un autre, concernant la hiérarchie sociale. Les paysans les plus modernisés sont appelés à remplacer les anciens, et ce sont eux qui constitueront la nouvelle classe dirigeante.

Cependant, ce passage d'une morale à l'autre et d'une situation à l'autre ne se fait pas automatiquement et sans provoquer des bouleversements dans la vie sociale. Les groupes aussi bien que les individus résisteront aux idées nouvelles, qui ne prendront pas racine tant que le cadre social local ne changera pas. Ce changement n'est possible que dans la mesure où les idées changent. Pourtant, ces assertions ne constituent pas un cercle vicieux, mais reflètent les liens dialectiques existant entre tous les éléments de la réalité sociale.

AINSI, L' ACTION DOIT PORTER A LA FOIS SUR L'INTRODUCTION DES NOUVELLES VALEURS ET LA TRANSFORMATION DU CADRE SOCIAL CORRESPONDANT.

Mais, nous l'avons souligné ailleurs, les bénéficiaires du prestige social traditionnel, individus ou groupes, ne se laisseront pas facilement refouler au bas de la hiérarchie, et ils défendront leurs positions en s'opposant à la modernisation. Ce point mérite d'attirer tout particulièrement l'attention du praticien du développement.

c) - La connaissance

Le système des connaissances, dans les sociétés dont nous nous occupons, concerne surtout deux secteurs : la vie économique et la vie sociale en général. Dans le premier secteur, nous devons insérer les techniques de

l'acquisition (cueillette, culture, élevage, industries, transformations,...), les techniques de la consommation et de l'utilisation, et encore les systèmes de l'organisation économique. Dans le deuxième, la connaissance politique, surtout au sens sociologique du terme, c'est à dire les connaissances concernant le milieu humain, sa situation, sa condition, à partir desquelles toute la vie se régleme et se déroule. Ce n'est pas tout. Il y a encore une médecine populaire, une médecine vétérinaire, un certain nombre de connaissances empiriques concernant les plantes, et, enfin, une météorologie empirique. Sur le plan de l'instruction, la situation est alarmante. La proportion des analphabètes est très forte. Le pourcentage des illetrés est beaucoup plus considérable parmi les femmes et les personnes âgées.

Cet état de choses est dû :

- au fait que les membres des sociétés traditionnelles ne sont pas des contemplatifs, et ne cherchent à développer que des connaissances pratiques indispensables pour leur vie matérielle
- ces connaissances, une fois formées, se transmettent telles quelles par la tradition.
- les changements et les innovations ne sont pas tolérés. Tout ce qui n'est pas garanti par une expérience séculaire n'est pas admis : il risque de s'avérer dangereux.
- Aucun groupe ou individu n'est autorisé à disposer de son temps pour ~~faire~~ se développer la connaissance.
- dans la plupart des cas, les moyens d'éducation manquent. Et les normes de vie n'admettent pas une éducation des femmes.

Si on regarde maintenant les connaissances disponibles en tant que telles et "de l'intérieur", on voit qu'à côté des obstacles sociaux aux progrès de la connaissance que nous venons d'énumérer, il y en a d'autres qui émanent de la structure de la pensée qui les a créés. Toute connaissance présuppose des notions et des concepts (donc des classifications du réel) qui doivent être en contact avec la réalité et capables de faire partie des groupes opératoires permettant d'avancer logiquement du connu vers l'inconnu. Les paysans traditionnels ne sont pas privés de notions et de concepts, ni de classifications rationnelles du réel. Seulement, le nombre de ces notions et des classifications correspondantes, qui sont liées aux techniques traditionnelles et aux problèmes pratiques de la vie quotidienne, est très limité. Il ne concerne qu'une petite partie du réel. Ce fait, combiné avec les obstacles sociaux à la connaissance, permet de comprendre grosso-modo pourquoi le niveau des connaissances est très bas chez les paysans.

Cependant, l'homme doit se situer dans le monde et par rapport au monde, pour pouvoir accomplir sa vie. Ainsi, étant donné que les connaissances en question sont inefficaces nos paysans sont obligés de recourir aux mythes, à la vie mystique, à la religion et à la magie, pour combler les lacunes et donner une réponse aux problèmes cosmologiques et anthropologiques. Nous voudrions souligner une fois de plus que ces derniers problèmes ne sont examinés qu'en fonction de la vie pratique, donc d'après une perspective utilitaire, pragmatique. Or, le mythe, la mystique, la religion, la magie, comportent des classifications du réel, des notions et des concepts, mais restent incapables de former des groupes opératoires. De plus, leur valeur n'est pas fondée sur leur vérification par l'expérience, mais sur la croyance. Il est donc évident que l'existence de ces éléments contre-
carre la démarche cognitive. Aucune connaissance n'est possible à partir d'eux. Une fois ces idées acceptées et consacrées par la tradition, et étant donnée la carence des moyens pour le progrès de la connaissance dans ces sociétés, il n'est plus facile de s'en éloigner, de les abandonner et d'en créer d'autres, plus rationnelles et plus favorables au progrès cognitif.

Sur le niveau des connaissances concernant le milieu social, on se retrouve souvent devant des "idéologies", au sens technique du terme, c'est à dire devant des idées qui justifient, en la sublimant, la situation présente. Tout le monde est convaincu que le genre de vie dicté par la tradition est le meilleur et qu'il correspond à un idéal que l'on doit respecter à tout prix. Tout changement équivaldrait à une détérioration, sinon à une dépravation. Ainsi, la "prise de conscience" de la nécessité de se développer se trouve empêchée.

Les obstacles que l'état des connaissances dans les sociétés traditionnelles oppose à l'effort pour leur développement sont très considérables. Une nouvelle idée ne peut prendre des racines et être comprise si celui auquel elle s'adresse ne dispose pas d'un cadre de référence favorable à son assimilation. Les connaissances en question ne fournissent pas ce cadre, ou plutôt elles fournissent un cadre absolument défavorable à l'assimilation. Il est certain que l'éducation, aussi bien des adultes que des jeunes, est en mesure d'y porter remède et de préparer le terrain pour l'acceptation des idées modernes. Pourtant, très souvent, les programmes
suivis par les éducateurs et les planificateurs sont mis sur
piéds a priori et d'après des modèles valables pour les
sociétés technicisées, fait qui conduit à des échecs.

LA REALITE EXIGE QUE CES PROGRAMMES SOIENT ELABORES APRES UNE EXPLORATION PROFONDE DE LA STRUCTURE DE LA PENSEE DES PAYSANS TRADITIONNELS, SEUL MOYEN PERMETTANT D'ORIENTER L'EDUCATION VERS LA TRANSFORMATION DES ASSISES MEME DE LA PENSEE DE CES DERNIERS.

Ces remarques sont valables pour les connaissances concernant le monde physique aussi bien que pour celles concernant le monde social.

LE VULGARISATEUR DOIT ARRIVER SUR LE TERRAIN UNE FOIS L'OEUVRE DE L'EDUCATEUR AVERTI TERMINEE.

d) - Religion et magie.

L'analyse que nous venons de formuler met suffisamment en évidence le rôle négatif que les croyances magico-religieuses jouent à l'égard du développement. Cependant, ce rôle ne se limite pas là. La magie et la religion justifient parfois certaines situations, certains statuts ou rôles sociaux individuels ou collectifs, de telle façon que tout effort pour n'importe quel changement revêt parfois la forme d'un sacrilège ou d'une conduite contraire à la volonté divine. Pour plus de précision, il faut noter que ce ne sont pas les grandes religions de la Méditerranée, vues dans leurs enseignements officiels et doctrinaux, qui justifient les situations sociales lamentables, mais leurs interprétations spontanées, incorporées dans les pratiques populaires, qui inspirent des comportements défavorables à la modernisation. L'injustice, l'oppression, la misère, la privation ne figurent pas dans l'échelle des valeurs proposées par la religion. L'ascétisme est une vertu, une voie pour le salut, qui doit être volontairement suivie, mais qui ne s'identifie pas avec la misère imposée par les conditions objectives du sous-développement. Si, parfois, certains milieux sociaux sont convaincus qu'accepter passivement leur sort est conforme aux exigences divines, il s'agit là d'un phénomène de sublimation, sinon de mystification de la part de ceux qui en tireraient profit. Les gens motivés par ces idées s'opposeront à tout effort constructif.

Or, une mise au point d'ordre théologique, accompagnée d'un enseignement approprié contre les croyances magiques, supprimera cet obstacle.

e) - L'art.

L'art populaire, incorporé dans le décor des différents objets, les danses, les chansons, les récits et les narrations, comporte des recommandations et des modèles d'action et des

conduites ayant trait à des aspects très divers de la vie sociale. Dans un grand nombre de cas, c'est par le truchement de ses oeuvres artistiques que chaque société traditionnelle transmet à ses membres sa morale, ses normes, ses prescriptions, ses modèles.

AINSI, L'ART POPULAIRE DOIT ETRE PRIS EN CONSIDERATION AU MOMENT OU ON PROCEDE A L'EXPLORATION DU CONTENU IDEOLOGIQUE D'UNE SOCIETE A DEVELOPPER.

Car son étude révélera un nombre non négligeable d'idées qu'il impose à ses agents et qui s'opposent au changement désiré.

Avec ces dernières remarques, nous achèverons le rapide tour d'horizon concernant les freins sociaux au développement.

Il nous reste à examiner une deuxième catégorie de réactions sociales provoquées par l'action en faveur de ce dernier.

B - QUELQUES PHENOMENES DE PATHOLOGIE SOCIALE
ACCOMPAGNANT LE DEVELOPPEMENT.

L'intervention pour la modernisation précipitée des milieux ruraux entraîne, nous l'avons vu, un bouleversement profond de l' "établi", tant sur le plan strictement social que sur celui des idées, des idéaux et des valeurs. Il en résulte une déstructuration des sociétés rurales qui doit être suivie par une restructuration conforme aux situations nouvelles qui se créeront sur place. Seulement, le passage ne se fera pas sans sacrifices sur le plan humain, sans avoir à affronter ce que l'on appelle "le coût humain" du développement.

Les cadres sociaux traditionnels de la vie rurale sont dorénavant ébranlés. Tous les points d'appui connus et acceptés - parenté, relations personnelles, amitiés, liens de solidarité et de collaboration - perdent leur signification pour la vie économique et sociale. Les hommes et les groupes se mettent à la recherche d'autres points d'appui qu'ils ne sont pas préparés à découvrir ou à créer.

L'ordre social, la hiérarchie entre individus, sous-groupes, groupes de tous genres (économiques, professionnels, familiaux, de sexe, d'âge, etc...) est, elle aussi, ébranlée. L'obéissance, le respect, la discipline des jeunes devant les vieux, des femmes aux hommes, des humbles aux notables, n'a plus de sens. Les valeurs changent, entraînant l'instabilité de l'équilibre social. L'individualisme prend la place qu'occupait jusqu'à maintenant l'esprit de solidarité et de collaboration. Les premiers conflits, les premières tensions et compétitions apparaissent. L'agressivité règne là où, autrefois, il n'existait que le calme. Avec elle, la criminalité monte. La jeunesse, surtout, se sent déracinée, non adaptée, perdue. Pour compenser un sentiment de frustration, elle développe des "super-comportements" - habillement bizarre, actes de violence, abus de tous genres, dépenses insensées -. Le nombre des malades mentaux et des névrosés ne cesse de s'accroître. Les cas d'hystérie, surtout chez les femmes, deviennent très importants. L'ancienne pudeur est remplacée par des manifestations libertines, qui vont jusqu'à la prostitution. Le mariage devient une entreprise. Souvent, on se marie d'après les profits économiques que l'on peut en tirer, sans s'intéresser à l'aspect moral de la création d'une nouvelle famille. Tout le monde cherche le profit facile, et répugne au labeur productif. Et tout le monde rêve à la vie urbaine, où apparemment tout est aisé, agréable. Il suffit d'y aller pour en jouir. Des mouvements migratoires immenses se créent ainsi, et les abords des villes sont envahis de bidonvilles, de taudis, de zones de misère, centres de détérioration et de dépravation.

En dernier ressort, ces conséquences sombres du développement rapide empêchent ce dernier de porter ses fruits bienfaisants.

Les responsables de tout plan de modernisation doivent donc réfléchir sur ce point et essayer d'y porter remède avant qu'il soit trop tard.

Le planificateur doit éviter l'exemple de l'apprenti - sorcier, et doit s'abstenir de toute action s'il n'est pas en mesure de protéger son oeuvre de toute déviation contraire à ses intentions.

En introduisant la dernière partie de notre exposé sur l'évolution du développement spontané et le développement dirigé. Ce dernier peut être soit évolutif, soit révolutionnaire.

I I

Nous entendons par le terme "évolutif" le développement qui se réalise à partir des structures sociales et économiques existantes, par ajustement, réformes graduelles et introduction progressive des nouvelles institutions.

QUELQUES SUGGESTIONS

POUR UN

DEVELOPPEMENT HARMONIEUX

Concrètement, l'Inde de Nehru a opté pour le développement évolutif, et surtout par la voie populaire. Entre ces deux extrêmes on retrouve des formes intermédiaires, depuis les "syndicalismes socialistes" de certains pays africains, jusqu'aux systèmes hybrides introduits en Méditerranée par certaines démocraties populaires et par la Yougoslavie.

Nous ne retenons pas l'exemple d'Israël, parce que le système adopté dans ce pays présuppose un climat psycho-sociologique très original, fondé sur l'abnégation, la foi, le désir de création d'une patrie, etc... facteurs qui ne peuvent pas être évoqués à propos des autres pays.

Or, tant pour les hommes politiques que pour les savants, un problème d'option se pose. Aucune des expériences menées dans les pays développés ne peut encore être considérée comme absolument concluante. Néanmoins, en regardant de près le développement des événements on peut penser, en toute objectivité scientifique, que la politique de rupture n'a pas donné les fruits attendus. Les Sociétés traditionnelles et les facteurs humains ont exercé leur influence sur les différents plans d'expansion économique, et le "coût humain" du changement a été très lourd par rapport aux réalisations. C'est d'ailleurs ce fait qui

En introduisant la première partie de notre exposé nous avons distingué entre le développement spontané et le développement précipité. Ce dernier peut être soit évolutif, soit forcé.

Nous entendons sous le terme "évolutif" le développement qui se réalise à partir des structures sociales et économiques existantes, par ajustement, réformes graduelles et introduction mesurée des nouvelles institutions. Et nous indiquons sous le terme "forcé" le développement qui se fait par rupture brutale avec le passé, par un changement radical et révolutionnaire axé sur des idées nouvelles.

Concrètement, l'Inde de Nehru a opté pour le processus évolutif, tandis que le processus de rupture est suivi par l'U.R.S.S. et surtout par la Chine populaire. Entre ces deux extrêmes on retrouve des formes intermédiaires, depuis les "syncrétismes socialistes" de certains pays africains, jusqu'aux systèmes hybrides introduits en Méditerranée par certaines démocraties populaires et par la Yougoslavie.

Nous ne retenons pas l'exemple d'Israël, parce que le système adopté dans ce pays présuppose un climat psycho-sociologique très original, fondé sur l'abnégation, la foi, le désir de création d'une patrie, etc... facteurs qui ne peuvent pas être évoqués à propos des autres pays.

Or, tant pour les hommes politiques que pour les savants, un problème d'option se pose. Aucune des expériences menées dans les pays énumérés ne peut encore être considérée comme absolument concluante. Néanmoins, en regardant de près le déroulement des événements on peut penser, en toute objectivité scientifique, que la politique de rupture n'a pas donné les fruits attendus. Les Sociétés traditionnelles et les facteurs humains ont exercé leur influence sur les différents plans d'expansion économique, et le "coût humain" du changement a été très lourd par rapport aux réalisations. C'est d'ailleurs ce fait qui

a imposé les formes hybrides, ou, par exemple, l'introduction des "coopératives générales" en Yougoslavie. La création des formes multiples de collaboration en Israël, du kibboutz collectiviste jusqu'au Mochava, est due à ce même fait. La rupture avec le passé ne constitue pas une entreprise aisée. D'un autre côté, l'expérience de l'Inde n'avance pas, elle non plus, très aisément. Les antagonismes sociaux émanant de certains milieux privilégiés empêchent l'ajustement des formes de vie traditionnelle à la vie moderne. Toutefois, nous pensons qu'il est préférable d'essayer de moderniser un pays d'après des procédés "évolutifs" plutôt que d'agir brutalement, sans respecter l'homme et d'après des systèmes fondés sur la violence.

IL NOUS SEMBLE QUE LA LIBERTE CIVIQUE EST LE MEILLEUR FONDEMENT POUR TOUTE ACTION EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT.

Car il assure la participation réelle des intéressés à l'effort commun et il n'assujettit pas l'homme à des régimes totalitaires qui, tout en se réclamant d'un humanisme, privent l'homme de sa dignité en lui enlevant sa liberté, sans être en même temps en mesure de lui garantir le succès.

Les constatations, les remarques et les suggestions que nous avons eu l'occasion de formuler en faveur d'un développement efficace dans la première partie de cet exposé, pré-supposent l'option pour un développement évolutif. C'est dans la même perspective que se situe les considérations qui suivent.

Cependant, ces suggestions ne sont que fragmentaires et elles ne concernant que certains obstacles au développement relevant de certaines structures rurales méditerranéennes. Cet aspect doit donc être complété par un autre, portant cette fois-ci sur quelques suggestions générales en fonction desquelles les suggestions partielles prendront une signification plus précise.

Il faut d'abord essayer d'introduire un plan de développement harmonieux. Sous ce terme, nous entendons :

I' - Un plan qui réponde à des objectifs généraux, au-delà de la modernisation d'un seul secteur ou d'une seule circonscription. La solution du problème ne consiste pas dans la création d'îlots modernisés dans la vie économique en général ou dans une vaste région géographique, mais dans la modernisation de leur totalité. Les îlots créent des décalages, et les décalages en dernier ressort empêchent le développement. Ainsi, les îlots eux-mêmes ne sont que des mort-nés.

2 - Un plan qui réponde à des exigences à la fois économiques et humanitaires. Le but final doit être l'homme et sa vie, et non pas une économie de haut rendement dans laquelle l'homme n'occuperait qu'une place de force productive.

En deuxième lieu, il faut souligner que des recettes pour un plan efficace de développement n'existent pas.

COPIER DES SYSTEMES APPLIQUES AILLEURS EST UN ACTE PRIVE DE SENS.

Il faut donc élaborer un plan national adapté à la réalité de chaque pays.

Etant donné que l'analyse théorique du développement n'a pas encore fourni une doctrine applicable partout et généralement acceptable, il est préférable de procéder de façon empirique à son élaboration.

Ensuite, il faut entreprendre une étude minutieuse et approfondie du milieu humain en fonction duquel le plan de développement sera préparé et appliqué. Cette étude doit être menée par des spécialistes de plusieurs branches et, notamment par des médecins (hygiène, médecine sociale), des géographes, des historiens, des ethnographes, des psychologues et des sociologues.

Cette tâche accomplie, une comparaison entre l'aspect économique du plan et l'image tracée du milieu s'avère nécessaire. C'est elle qui permettra d'établir un premier diagnostic des réactions que la société considérée présentera, une fois le plan mis en application. Evidemment, ce diagnostic ne peut être que provisoire, mais son utilité est certaine. Car c'est à partir de lui que l'on arrivera à formuler les premières idées sur l'action à suivre.

Or, l'action doit être répartie sur plusieurs niveaux. En esquissant les différents aspects de la réalité sociale et en analysant ensuite les obstacles que chacun de ces aspects oppose au développement, nous avons fourni suffisamment de données pour faire comprendre que toute action contre les obstacles et contre les phénomènes de pathologie sociale doit se faire de façon multidimensionnelle. Il faut attaquer intelligemment, en connaissance de cause, avec des moyens appropriés et DE PLUSIEURS COTES A LA FOIS. La confrontation du plan économique et du milieu, dont nous avons parlé, nous aidera à élaborer un plan stratégique. Ainsi, nous savons comment il faut organiser l'éducation,

par exemple, quelle est la meilleure forme à donner aux organes de coopération, sur quels points nous devons améliorer les conditions matérielles de la vie, et ainsi de suite... Il s'agit là de la seule méthode réaliste qui permette rapidement et efficacement l'acceptation de la modernisation de la part des paysans de société traditionnelle.

Seulement, il ne faut pas croire que la préparation du substrat social pour la réalisation de la modernisation signifie nécessairement sa modification radicale dans toute son ampleur. L'expérience montre qu'il est préférable, dans tous les cas où c'est possible, de conserver la situation existante et d'essayer de canaliser son dynamisme vers les buts nouveaux en procédant par adaptation et par "réinterprétation" de l'"établi".

Une fois le plan économique et les mesures sociales mis en application, il faut encore suivre de près l'évolution des faits, pour modifier le plan d'action selon les circonstances et intervenir d'après les exigences de la réalité.

Ce n'est pas tout. A côté de toutes ces mesures, il faut en prendre d'autres, préventives ou, éventuellement, curatives des phénomènes de pathologie sociale. Il faut lutter contre les conséquences de la désintégration du cadre social traditionnel et agir de telle sorte que les paysans ne se sentent jamais isolés et perdus. Il faut combattre l'individualisme excessif, favoriser les liens communautaires et créer une ambiance d'optimisme et de confiance. Il faut éviter à tout pris toute attitude paternaliste, encourager l'esprit et le goût pour l'initiative, la création, la prise de responsabilités. Les habitants des régions rurales souffrent d'un sentiment d'infériorité sociale. Ce sentiment doit être supprimé et remplacé par d'autres, fondés sur la dignité, la fierté, la conviction d'être utile, maître de son sort, bref que la contribution de chacun à la vie commune est précieuse.

Plus généralement, et nous ne nous lasserons jamais de le répéter, si, avec le développement, nous arrivons à améliorer le niveau de vie, mais qu'en même temps nous rendions la vie inhumaine - comme c'est le cas dans de nombreux pays fortement industrialisés - si nous donnons à l'homme un plus grand nombre de biens économiques mais que nous ayons, du même coup, rempli les hopitaux psychiâtriques et les prisons, notre oeuvre sera inutile, sinon objectivement catastrophique.

Accroître la productivité, améliorer les conditions de vie, c'est déjà une grande mission.

Néanmoins, nous devons surtout oeuvrer à l'élévation de la valeur "homme" ; car, comme nous l'avons souligné d'entrée, il ne suffit pas d'enrichir l'homme, il s'agit, au delà, de le rendre plus heureux.

BIBLIOGRAPHIE

Cette liste n'est qu'indicative. Elle a été dressée à partir des ouvrages, qui ont été consultés pour la connaissance des problèmes traités dans ce livre.

DE LA SOCIOLOGIE ET LA REALITE SOCIALE EN GENERAL

- + S. SURVITZ (à collaborateur) - Traité de Sociologie. Paris - Presses Universitaires de France, 1963.

BIBLIOGRAPHIE Sociologie - Paris - PUF, 1ère édition, 1963. (Dans la première édition de cet ouvrage, on retrouve une belle étude collective.)

- + S. SURVITZ - Les déterminismes sociaux et la liberté humaine.

DE LA SOUS-DEVELOPPEMENT

- + L. N. SHANNON - Underdeveloped Areas. A book of readings and research.

- + C. BALANDIER - Sous-développement et développement. Et "Tiers-Monde". Paris - PUF, 1962. 2ème éd.

- + C. MYRDAL - Une économie internationale. Tr. Fr. Paris - PUF, 1968.

- + P. PERROUX - La croissance pacifique - 3 vol - Paris - PUF, 1961.

- + Y. LACOSTE - Les pays sous-développés - Paris - PUF - Coll "Que sais-je ?" - 1960.

DE LA SOCIOLOGIE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

- + C. BALANDIER - Les pays en voie de développement. Analyse sociologique et politique - Paris - Les cours de droit - 1961.

Cette liste n'est qu'indicative. Elle s'adresse à ceux, parmi les stagiaires, qui désireraient développer leur connaissance des problèmes traités dans le texte.

- SUR LA SOCIOLOGIE ET LA REALITE SOCIALE EN GENERAL

+ G.GURVITCH (& collaborateurs) - Traité de Sociologie, Paris - Presses Universitaires de France. 1963.

+ G.GURVITCH - La Vocation actuelle de la Sociologie - Paris - PUF, 3ème édition. 1963.
(Dans la première édition de cet ouvrage, on retrouve une belle étude sur la "conscience collective".)

+ G.GURVITCH - Les déterminismes sociaux et la liberté humaine.

- SUR LE SOUS-DEVELOPPEMENT

+ L.M. SHANNON - Underdeveloped Areas. A book of readings and research.

+ G.BALANDIER - Sous-développement et développement. En "Tiers-Monde". Paris - PUF. 1962, 2ème ed.

+ G.MYRDAL - Une économie internationale. Tr.Fr. Paris - PUF. 1958.

+ F.PERROUX - La coexistence pacifique - 3 vol - Paris - PUF. 1958.

+ Y.LACOSTE - Les pays sous-développés - Paris - PUF + Coll "Que sais-je ?" - 1960.

- SUR LA SOCIOLOGIE DU SOUS-DEVELOPPEMENT

+ G.BALANDIER - Les pays en voie de développement. Analyse sociologique et politique - Paris - Les cours de droit - 1961.

- + G.BALANDIER - Sociologie actuelle de l'Afrique noire - Paris - PUF - 2ème ed . 1962.
- + G.BALANDIER - Conséquences sociales du progrès techniques dans les pays sous-développés. Tendances actuelles et bibliographie - In "Sociologie Contemporaine", Vol III, Fas.I - Paris - UNESCO. 1954/1955.
- + G.BALANDIER - Structures sociales traditionnelles et changement économique - In "Cahiers d'Etudes africaines" Vol.I, 1960.
- + G.ARDANT - Le monde en friche - Paris - PUF - 1959.
- + P.MERCIER - Les tâches de la sociologie - Dakar - 1951.
- SUR LA SOCIOLOGIE DU DEVELOPPEMENT, VUE EN TANT QUE PHENOMENE D'ACCULTURATION.
- + M.J.HERSKOVITZ - Acculturation : the Study of culture contact. New-York - 1938.
- + B.MALINOWSKI - The Dynamics of Culture Change. An Inquiry into Race Relations in Africa - Yale University Press - 1945.
- + G.& M.WILSON - The Analysis of Social Change - Cambridge University Press - 1945.
- + H.G.BARNETT - Innovation : The Basis of cultural Change. New-York - 1953.
- + R.BASTIDE - La causalité externe et la causalité interne dans l'explication sociologique - In "Cahiers Internationaux de Sociologie", XXI - 1956.
- + R.BASTIDE - Les religions africaines au Brésil - Paris - PUF - 1960.
- + F.M.KESSING - Culture Change. An Analysis and Bibliography of anthropological Sources to 1952 - Stanford - 1953.
- SUR LES PROBLEMES DE POPULATION
- + A.SAUVY - Théorie générale de la population - Vol:I - Economie et Population - Paris - PUF - 1956.
- + A.SAUVY - De Malthus à Mao-Tsé-Tung. Le problème de la population dans le monde - Paris - Denoël - 1958.

- SUR LA FAIM ET LA NUTRITION

- + J.DE CASTRO - Géopolitique de la faim - Tr.Fr. - Les éditions ouvrières - Paris - 1956.
- + M.CEPEDE & M.LENGELLE - Economie alimentaire du Globe, essai d'interprétation - Paris - Librairie de Médicis.

- SUR LES CAMPAGNES

- + P.GEORGES - La campagne. Le fait rural à travers le monde - Paris - PUF - 1956.
- + P.GEORGES - La géographie agricole du monde - Paris - PUF - Coll."Que sais-je ?" - 1958.
- + R.DUMONT - Terres vivantes - Paris - Plon - 1961.
- + H.MENDRAS - Sociologie de la campagne française - Paris - PUF - Coll."Que sais-je?" - 1959.

- SUR QUELQUES PAYS MEDITERRANEENS

- + J.BERQUE - Structures sociales du Haut-Atlas - Paris - PUF - 1955.
- + J.BERQUE - Les Arabes d'hier à demain - Paris - Le Seuil - 1960.
- + R.MAUNIER - Mélanges de sociologie Nord-Africaine - Paris - Alcan - 1930.
- + R.DESCLOITRES, J-C.REVERDY & C.DESCLOITRES - L'Algérie des Bidonvilles. Le Tiers Monde dans la cité - Ecole Pratique des Hautes Etudes, VI^o Section - Paris - Mouton - 1961.
- + G.ARDANT - La Tunisie d'aujourd'hui et de demain - Paris - PUF - 1961.
- + D.WARNINGER - Land Reform and Development in the Middle East. A Study of Egypt, Syria and Irak - London, New-York Royal Institute of International Affairs - 1957.
- + ANOUAR ABD-EL-MALEK - Egypte, société militaire.
- + J.TOMASEVITCH - Peasants, Politics and Economics Change in Yougoslavia - Stanford, London - 1955.

- + C.BOBRAVSKY - La Yougoslavie socialiste - Paris - 1956.
- + J.MEYRIAT (& collaborateurs) - La Calabre. Une région sous-développée de l'Europe méditerranéenne - Paris - Colin - 1960.

- SUR CERTAINS PHENOMENES DE PATHOLOGIE SOCIALE

- + R.DESCLOITRES et al- L'Algérie des Bidonvilles - Op.cit. Cf. supra.
- + P.GEORGES - Précis de géographie urbaine (Cf. Ch.V : Structure des villes des pays d'économie sous-développée) - Paris - PUF - 1961.
- + G.B.KAVADIAS - L'urbanisation en Grèce et dans l'agglomération Athénienne - Rapport à l'UNESCO - Athènes - 1959.
- + S.H.FRANKEL - Economic Impact on under-developed Societies. Essays on international Investment and social Change - Oxford - 1953 (à consulter sur le "coût humain")
- + K.HORNEY - La personnalité neurotique de notre temps - Tr.Fr.- Paris.

- SUR LA STRATEGIE POUR LE DEVELOPPEMENT

- + A.O.HIRSCHMAN - The Strategy of Economic Development - New-Haven - Yale University Press - 1958.